



N°13
octobre 2005

Vigilance

Info

Bulletin de Justice & Libertés, Comité de vigilance contre l'extrême droite

Sommaire

Assises régionales contre l'extrême droite.....	p.1
Les drôles de louvoiement de Nicolas Sarkozy	p. 2
L'extrême droite contre le mouvement lycéen	p.2
Fachos dans le Val d'Argent	p.2
Fachos dans le Val d'argent (suite).....	p.3
Tensions permanentes au Front National.....	p. 3
Tensions permanentes au Front National (suite)	p. 4

Assises régionales contre l'extrême droite Pour le respect des Droits de l'Homme

Depuis plus de vingt ans l'extrême droite occupe une place importante en France et en Europe, propageant la peur, la haine de l'autre, la xénophobie, l'intolérance et le racisme, cristallisant les aspects les plus rétrogrades et les plus réactionnaires de la société. L'extrême droite vogue sur le mécontentement populaire, spéculant sur la mémoire courte et la vision à court terme d'une population excédée par le chômage et la précarité .

Organisations membres du collectif

- ADAC ATHENA
- AJI
- AHQG
- ASSTU
- ATTAC VDN
- CARDEK
- CATS
- CJACP
- CLAPEST
- FSU
- LCR
- LDH
- MFPP67
- MRAP VDN
- MJS
- Pas/Sages
- PS
- Ras l'Front
- SGEN-CFDT
- SNUEP-FSU
- SNUipp
- UJFP
- UNSA-Éducation
- Les Verts Alsace

Notre action consiste à dénoncer la démagogie de l'extrême droite (nationale et régionale) et à en démontrer le caractère dangereux. Nous voulons œuvrer au développement de la justice sociale et des libertés fondamentales. Pour cela il nous faut connaître l'ennemi, son histoire, ses objectifs et le sens des combats qui se déroulent en France et dans le monde:

Le grignotage progressif de nos libertés et des conquêtes populaires ouvre la voie à des lendemains dangereux. L'Histoire nous l'a appris. Que faire pour réduire l'extrême droite et son influence ?

C'est à ces questions que devront répondre les « Assises régionales contre l'extrême droite ».

Pour élargir et consolider le réseau des forces démocratiques, antiracistes et antifascistes, le « Collectif Justice et libertés » vous propose deux rendez-vous :

1- Samedi 05 novembre 2005 à 15h à Colmar- Sous- sol de l'Eglise Saint- Jean (Avenue Rome): Réunion de toutes les organisations antifascistes pour préparer les « Assises » :

2- Samedi 04 mars 2006 (toute la journée): les « Assises régionales » à STRASBOURG.

Liste des premiers participants à la journée de préparation des « Assises » du 05 novembre :

ADAC ATHENA – ASTTU – ATTAC – CATS – CJACP – CLAPEST – D'ailleurs D'ici – FSU – LDH – Les Verts Alsace- RACORT – MFPP – MRAP – Ras l'front – PCF – PRS – RACORT – UNSA éducation

Vous êtes intéressé par les « Assises » et souhaitez participer à la réunion de préparation du 5 novembre, envoyez-nous un mail de confirmation à justiceetlibertes@voila.fr

Venez avec vos projets et vos propositions de conférencier



Contact

justiceetlibertes@voila.fr



Les drôles de louvoiement de Nicolas Sarkozy....

On sait depuis bien longtemps que Nicolas Sarkozy ratisse large, avec sa formidable idée du Conseil du Culte Musulman, et la proposition d'une discrimination positive : respectabilité d'un côté, relents de communautarisme de l'autre.

Mais depuis qu'il est de retour au Ministère de l'Intérieur, il a enfilé les bottes cloutées de Charles Pasqua. Et pire, si affinités....

Au printemps 2005, à l'occasion du mouvement lycéen contre la loi Fillon, la police s'est illustrée de deux manières : par l'extrême brutalité de son action contre des manifestants pacifiques (matraquages violents), et par son inertie lorsque des bandes ont attaqué ces mêmes cortèges. Pour finir le travail, la justice passe derrière, condamnant quelques responsables du mouvement.

Tout le monde a en tête l'usage cynique du langage par le système nazi, son insupportable ironie. On peut se demander si Sarkozy n'emprunte pas cette voie-là. En effet, cet été, le premier squatt évacué par la police se situait rue de la Fraternité, au carrefour des rues de l'Égalité et de la Liberté, pas très loin de la rue de la Solidarité (dans le XIXe arrondissement). Élégance suprême des « opérations » du vendredi 2 septembre : de nombreux enfants n'ont pas pu se rendre dans leur école en ce jour de rentrée scolaire. On peut avoir l'impression que ce message, qui n'est pas perçu par tout le monde, s'adresse à une certaine clientèle, un peu comme les jeux de mots de Le Pen, ou ses prétendus dérapages, qui servent de signes de reconnaissance aux nostalgiques du Ille Reich et aux fachos les plus durs. Un autre exemple ? Le dernier en date des squatts vidés était installé rue du Maroc. Même un borgne peut comprendre le message....

Curieuse convergence avec l'intervention du sinistre devant un aréopage des Préfets de la République, le 9 septembre dernier : il fixe « une obligation de résultats » aux préfets dont les résultats en matière « d'éloignement » d'étrangers en situation irrégulière sont encore en-dessous

de la moyenne ! Il leur promet « un appui opérationnel » ! La remarque cynique est bien sûr dans le discours, dans ce conseil ministériel : « Je vous demande de savoir résister aux pressions de tels ou tels « collectifs » ou « coordinations », qui ne représentent qu'eux-mêmes. ».

D'innombrables témoignages font état de véritables « rafles » qui ont lieu régulièrement à Paris : quartiers bouclés, fouilles sans ménagement, remarques racistes, tout cela fait revenir une bien mauvaise mémoire

Sarkozy se fait fort de réduire l'influence de l'extrême-droite en France. S'il y parvient, ce sera dû au fait qu'il applique une grande partie de son programme, et qu'il plaît à son électorat, débordant de démagogie, préférant les victimes aux états d'âme des magistrats et ainsi de suite. Le message est passé, puisque le 31 août (sur LCI) Le Pen a reconnu qu'il serait plus facile pour lui de faire voter ses électeurs pour Sarkozy au deuxième tour de 2007 plutôt que pour Chirac.

« Justice et Libertés » a pour objectif de lutter contre l'influence et la diffusion des idées de l'extrême-droite ; c'est donc sans ambiguïtés que nous nous opposerons aux pratiques de Sarkozy. Pour autant, nous n'aurons pas la naïveté de croire que le très propre sur lui Villepin et le pseudo social Chirac sont en désaccord avec ces pratiques : ils en sont les commanditaires ; s'ils n'en veulent, qu'ils mettent fin aux fonctions de leur « nettoyeur au karcher » !

JLH

Fachos dans le Val d'Argent

Samedi 15 octobre les associations Val Avenir et Espace Dialogues organisent conjointement à Sainte-Marie-aux-Mines une journée de réflexion et de débats sur les causes, les dangers et les moyens de combattre l'extrême droite. A cette occasion, il nous a semblé utile de revenir, dans les colonnes de Vigilance info, sur les circonstances qui ont permis en 2004 l'élection d'un conseiller général d'Alsace d'Abord.

L'extrême droite en tête au premier tour

Arrivé en tête des huit candidats au premier tour avec 27,18% des voix, Christian Chaton, (Alsace d'abord), a été élu à la faveur d'une triangulaire avec 34,75%, soit 1676 voix devant Claude Abel (UMP) 33,12% et Paul Drouillon (SE), 32,15%. Jacques Loëss, PRG, conseiller général sortant, s'était retiré et avait soutenu publiquement Claude Abel, en raison, disait-il, « du risque trop important de voir le candidat d'extrême droite s'emparer du canton ». Paul Drouillon, arrivé troisième au premier tour, ne s'est pas désisté. Il s'est maintenu et a eu l'appui de Paul Baumann, ancien maire de Sainte-Marie-aux-Mines, et de la liste d'opposition municipale. Le PS du Haut-Rhin avait appelé « à faire barrage à l'extrémisme », mais n'a pas voulu désavouer Paul Drouillon qui portait, lors d'élections précédentes, les couleurs de la gauche. A Lièpvre, Chaton a obtenu 45% des voix, 27% à Sainte-Marie. Lors des cantonales en 1998, il avait déjà recueilli 25% des suffrages exprimés, au premier tour. Il était passé à 40 au second face à Loëss qui était alors soutenu par un front républicain. A la présidentielle de 2002, Le Pen était arrivé en tête au premier tour dans le canton (22,4%). Il a recueilli 25,3% des voix au second tour.

Le vrai visage de Chaton

Même si Chaton a tenté de se racheter rapidement une virginité politique en supprimant de ses documents électoraux «Alsace d'Abord» et en se présentant comme le candidat du rassemblement au second tour de la cantonale de 2004, toutes les troupes d'«Alsace d'Abord» étaient sur le terrain, puisque disponibles, la liste AA ayant été éliminée au premier tour des Régionales !. Le discours lisse du second tour tranchait avec les discours haineux contre les gens du voyage et sur « les paraboles tournées vers La Mecque et les voyous en babouches » dont Chaton était coutumier .

D'ailleurs, comme Patrick Binder, Christian Chaton n'a réussi à éviter des condamnations judiciaires qu'en s'appuyant sur des vices de forme. En décembre 2001, Christian Chaton, alors conseiller régional mégrétiste diffusait dans les cantons de Kaysersberg et Munster un tract intitulé « Islamistes hors de France », suscitant la confusion entre islamisme et Islam. La Licra avait porté plainte et le tribunal correctionnel de Colmar a condamné le prévenu, alors candidat en lice aux législatives dans la 2ème circonscription du Haut-Rhin, sous l'étiquette « Alsace Debout » (accord électoral FN-AA), à deux ans d'inéligibilité et 3000 euros d'amende pour provocation à la discrimination raciale ou religieuse. Mais en avril 2003, la cour d'appel a prononcé la relaxe : le délai de prescription, de trois mois selon la loi sur la presse, était écoulé. Le tract avait été diffusé une première fois de façon confidentielle quatre mois avant la plainte. Ce qui ne correspondait pas à la date de diffusion massive du tract qui aurait dû être prise en compte dans le délai de prescription selon l'avocat de la partie civile. Relaxé, Christian Chaton remporte les cantonales à Sainte-Marie-aux-Mines un an plus tard...

Activisme d'extrême droite dans le Val d'Argent

L'élection d'un CG d'extrême droite s'inscrit également dans un contexte local tendu. Depuis des années et particulièrement à partir de 1999, la tension était montée au collège Réber de Sainte-Marie-aux-Mines entre les « skins » et les « Arabes », deux bandes rivales. Insultes, provocations racistes et parfois même bagarres s'étaient multipliées dans la cour de l'établissement. En mars 2000, les élèves avaient refusé d'entrer en classe et sorti des banderoles. La majorité des collégiens cria pendant deux heures son ras-le-bol du racisme. « Crâne rasé, bombers, chaînes : les skins étaient clairement identifiés par leur comportement et leur tenue. Les croix gammées étaient légions sur les murs et les tables du collège.. Puis les élèves grandissant, les problèmes se sont déplacés dans le lycée professionnel qui jouxte le collège. Croix gammées, sigles SS, tags à la gloire du IIIe Reich ... Des jeunes n'hésitent pas revendiquer leur haine et leur appartenance à la mouvance skin d'extrême droite tant par leur discours que par leur tenue vestimentaire . Une croix gammée avait été taguée sur la façade de la Mairie de Lièpvre où l'extrême droite fait des scores faramineux et où l'on se méfie de la population immigrée concentrée essentiellement à Ste-Marie. Les affrontement entre « skin » et jeunes issus de l'immigration ne sont pas rares. Pour couronner le tout, les forêts de Lièpvre seraient le théâtre d'entraînements paramilitaires, des adultes néonazis, originaires des Vosges viendraient y faire du prosélytisme.

C'est dans ce contexte que l'extrême droite est devenue la première force politique du canton. Pourtant, au regard des résultats des élections régionales de 2004 dans le canton, la gauche existe et représente plus du tiers des électeurs...

L.F.

Tension permanente au Front national

D'aucun comparent le système du Front national (FN) à une monarchie absolue, étant donné le poids politique de Le Pen et de sa famille au sein du FN. D'ailleurs, les cadres les plus médiatiques du FN ne manquent pas une occasion pour révéler le caractère autocratique de la gestion des affaires au sein du FN. Cette situation singulière tient avant tout à la particularité de l'extrême droite française.

EN 1998, Bruno Mégret, le dauphin de Le Pen, voulait «civiliser» le FN et déclarait que «les militants et les dirigeants du FN devaient être plus polis à l'égard des journalistes». Le torchon a commencé à brûler entre Le Pen et sa garde rapprochée, d'une part, et B. Mégret et ses lieutenants, d'autre part. Méfiant, Le Pen, lui a préféré sa femme (incompétente) pour présenter le FN aux européennes de 1998. Ce qui a accéléré l'exclusions de B.Mégret et de ses amis du FN.

Au dernier congrès du FN à Nice (19-21 avril 2003), Marine Le Pen a lancé sa campagne pour «dédiaboliser» le FN. C'était sans estimer correctement le poids de la vieille garde néonazie menée par Bruno Gollnisch. Marine avait pris ses distances avec les «racialistes» et autres nazillons qui personnifient le FN lors des défilés organisés par ce parti. L'entreprise de Marine fut torpillée, d'abord par B. Gollnisch, qui émit des doutes sur l'existence des chambres à gaz en relativisant l'ampleur de la Shoah.



Vigilance Info

Puis, Le Pen, lui-même, donna le coup de grâce politique à Marine en déclarant : «l'occupation allemande n'a pas été particulièrement inhumaine». Déçu de sa fille, vice-présidente du FN, J-M. Le Pen conforta B. Gollnisch en tant que son successeur potentiel à la tête du FN.

Après l'écartement de Marine Le Pen, voici venu le tour de Jacques Bompard, le maire d'extrême droite d'Orange, et de ses amis politiques tels que Marie-France Stirbois et autres Bernard Anthony, chef de file des catholiques traditionalistes. J. Bompard qui a déclaré que «le FN ne doit pas s'en remettre à un grand timonier» a été exclu du bureau politique. J. Bompard étudie un rapprochement avec De Villiers, le président du « Mouvement pour la France », une autre composante de l'extrême droite française. De Villiers différent de Le Pen? A vous de juger : «La France qui est aujourd'hui mise en danger par le communautarisme

islamique, un sujet tabou, et ensuite par la mondialisation sauvage menant à la dissolution du capital et du travail... ». « Capital, travail » n'est-ce pas la version actualisée, à la sauce ultra-libérale, de «Travail, Famille, Patrie»?

Dans un excellent article, Michel Samson (Le Monde du 9/03/05), analyse la particularité du FN : «l'impossibilité pour ce courant de se réformer. La raison en est simple: il est indécrottement totalitaire dans sa pensée et dans son style ». Ou encore : «l'identité du FN est de toujours se démarquer du consensus car c'est sa façon d'être. C'est pourquoi il cherche toujours à choquer». Toujours selon M. Samson : «M.Gollnisch et M. Le Pen ont montré qu'ils repéraient d'un oeil encore aigu les mots qui choquent car obscènes (...) voilà pourquoi les efforts pour civiliser l'extrême droite resteront certainement vains : c'est sa nature d'être hors jeu, et de l'être vulgairement ».

B. Mégret, Marine Le Pen, Jacques Bompard, et tant d'autres fascistes qui veulent donner un visage «respectable» trompeur au FN, sont et seront sacrifiés sur l'autel du FN qui occupe «une place singulière dans l'espace politique, la place du diable, du monstre, celui qu'on déteste, car il est détestable» (Michel Samson)

La messe est dite et les militants antifascistes savent, et ce depuis longtemps, à qui ils ont à faire: au diable brun dans tous les sens du terme

A.R.

Rendez-vous

► lundi 10 octobre à 18 heures 30 au 5 rue de Bouxwiller à 67000 Strasbourg (cabinet d'avocats)

réunion du collectif local «Votation Citoyenne»

► mercredi 12 octobre 20h au Cardek 20h

AG de Justice et Libertés

► samedi 15 octobre toute la journée au théâtre de Ste-Marie-aux Mines avec Val Avenir et Espace Dialogue

réflexions et débats sur l'extrême droite

► Samedi 05 novembre 2005 à 15h à Colmar- Sous- sol de l'Eglise Saint- Jean (Avenue de Rome):

Réunion de toutes les organisations antifascistes pour préparer les «Assises»

Demande d'adhésion ou de réadhésion 2005

à renvoyer par courrier à Justice&Libertés c/o UNSA Education
Maison des Syndicats - 1 rue Sédillot - 67000 Strasbourg

nom prénom.....

ou

organisation

adresse

courriel

je souhaite adhérer au Collectif (cotisation annuelle 20€)

Vous pouvez également nous faire parvenir votre demande d'adhésion par mail en précisant les informations ci-dessus dans votre message à l'adresse

justiceetlibertes@voila.fr

Vigilance Info est le nouveau nom du bulletin de Justice&Libertés

Le comité de rédaction est formé par le collectif

Le sommaire de chaque numéro adopté aux AG

Vous pouvez envoyer vos contributions à justiceetlibertes@voila.fr

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs